

[texte](#)

[article](#)

Un lien devenu visible

"Quel est donc le rôle de l'amitié dans le contexte actuel ? Comment peut-elle relier l'ensemble des citoyens ? Elle ne peut le faire que si on la conçoit comme la participation de tous au projet commun de créer la vie de la Cité au sein d'une société pluraliste comme la nôtre. "

Par: Jean Matos, Doctorant en éthique médicale - EA 1610 - Université Paris Sud, Chargé de mission pour les questions éthiques à l'Archevêché de Rennes /

Publié le : 11 Décembre 2015

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Poursuivre la réflexion

Texte proposé dans le cadre de l'*Initiative Valeurs de la République, du soin et de l'accompagnement*.

Les événements tragiques du 13 novembre 2015 ont soulevé dans notre pays une vague de patriotisme rarement vue ces dernières décennies. En témoignent les innombrables fenêtres pavoisées aux couleurs de la France, les si nombreux profils Facebook filtrés en Bleu-Blanc-Rouge, les *Marseillaise* chantées aux plus diverses occasions et, plus encore, les rassemblements, spontanés ou organisés, de millions de citoyens poussés par l'irrépressible besoin de se rassembler et se recueillir, témoignant ainsi de leur attachement à ces valeurs qui nous relient tous, au-delà même des divisions qui fracturent si profondément notre société. Oui, le lien social qui nous unit demeure vivant, les valeurs républicaines sont devenues visibles en quelque sorte ces dernières semaines et nous avons pu les « toucher ». C'est bien en leur nom que tant de professionnels se sont dévoués et continuent de se dévouer, remarquablement, au sein des forces de l'ordre, des services de protection ou des établissements de santé. L'extraordinaire mobilisation des hôpitaux de Paris est à saluer ici puisqu'elle a permis de sauver la vie de pas loin de 100 victimes des attentats. Tous ces professionnels de santé ont agi et continuent d'agir au nom de leur conscience

professionnelle mais aussi en tant que membres de la Cité, attachés qu'ils sont aux valeurs de la République.

Ce sont aussi ces valeurs qui ont inspiré à tant d'hommes et de femmes, souvent anonymes, des actes d'entraide, de courage et d'héroïsme lors des événements du 13/11. Qu'elles en soient conscientes ou non, ces personnes rendent visibles les valeurs de notre démocratie. De telles valeurs n'existent pas de façon abstraite ou éthérée, elles « s'incarnent » dans la vie d'hommes et de femmes qui les manifestent de façon concrète. Elles n'ont de sens et de consistance qu'en étant en acte et pas seulement en puissance.

Le remarquable hashtag #portesouvertes mérite ici d'être souligné en tant qu'exemple concret de la mise en pratique de ces valeurs. Dans la simplicité d'un code, il a permis à bien des personnes de trouver un refuge à Paris, chez les riverains qui l'avaient immédiatement diffusé sur les réseaux la nuit des attentats.

Au-delà des nécessaires réponses sécuritaires et militaires, nous avons aujourd'hui à pérenniser ce lien et à renforcer ces valeurs, de telle sorte que le soulèvement de ces derniers jours ne soit pas qu'un simple sursaut ou un éphémère « feu de paille ». Autrement dit, il y a urgence à revisiter les valeurs qui fondent le pacte républicain afin de le renforcer. Or, chacun peut le constater, les valeurs de liberté, égalité et fraternité sont devenues des « concepts-valise », à géométrie plus ou moins variable, aux contours plus ou moins élastiques. Il ne suffit donc plus de les invoquer, on ne peut plus se contenter de mobiliser des valeurs prétendument partagées. L'enjeu n'est donc autre que de les reconfigurer sur des bases partagées, pour qu'elles puissent réellement nous relier.

Un lien si fragile

Ce travail de longue haleine est d'autant plus important que les fondements de ces valeurs sont devenus hétérogènes dans une société pluraliste et post-séculière comme la nôtre. Ce pluralisme est sans doute une source d'enrichissement pour la société tout entière, mais le risque de fragmentation et de communautarisme est bien là. Chaque citoyen est ainsi convoqué à tisser et retisser le lien qui le relie à autrui. Fondé essentiellement sur la confiance [1], le pacte républicain, le lien social est fragile et nous en sommes tous responsables. Si les pouvoirs publics ont, certes, leur part de responsabilité, l'exigence est aussi personnelle pour chaque citoyen, quel qu'il soit. Et cette exigence se traduit par l'exercice des vertus politiques, ces vertus que Jürgen Habermas considère essentielles pour le maintien de la démocratie. Le cadre institutionnel ne suffit pas pour faire vivre la démocratie, faut-il encore que chaque citoyen la rende vivante à son niveau en s'appropriant effectivement les valeurs de la République.

La participation, condition du lien

Parmi ces vertus politiques, il faut souligner plus que jamais la participation inclusive des citoyens aux discussions argumentées sur des sujets qui les concernent à différents niveaux, sur le plan associatif, politique, professionnel, etc. Cette participation n'est possible que si l'État ou les autorités compétentes dégagent des « libertés communicationnelles », pour reprendre les termes d'Habermas. Des libertés qui mobilisent effectivement la participation des citoyens aux délibérations publiques. Selon ce philosophe allemand, une telle participation est nécessaire puisque c'est précisément en nous engageant « dans une pratique argumentative que nous nous laissons, pour ainsi dire, ressaisir dans un lien social [2] », sachant que « le lien unifiant perdu est le processus démocratique lui-même [3] ». Le lien

n'est donc jamais acquis et c'est l'engagement dans la discussion qui le renforce et pérennise, et ce à différents niveaux.

Bien entendu, pour être efficace, cette participation doit se vivre au plus près du terrain. Les « staffs éthiques » au sein des établissements de santé peuvent constituer un exemple, « microscopique » et pourtant réel, de délibération ouverte, argumentée et participative. Une procédure collégiale, préalable à une décision d'arrêt de traitements et menée selon les réelles exigences de « l'éthique la discussion », est un exemple à la micro-échelle de cette participation qui renforce le lien social et interpersonnel. Ce qui est valable pour une équipe de soins peut l'être aussi à l'échelle de la société tout entière : plus le dialogue est libre, respectueux et argumenté, plus forte est la cohésion de l'équipe ou de la société.

Pour une laïcité intelligente et engageante

Si la participation des citoyens aux discussions publiques peut renforcer le lien social, il faut qu'elle les engage tous, quel que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses. Chacun doit pouvoir apporter sa contribution, dans le respect d'autrui et en vue de la recherche du bien commun ou de la meilleure décision possible. C'est le sens d'une laïcité intelligente et ouverte, où les citoyens et professionnels croyants peuvent prendre leur place, et rien que leur place, dans le débat public ou dans les procédures collégiales. Il ne faut pas se faire d'illusion, une laïcité restrictive qui réduirait l'expression religieuse au seul cadre de la vie privée ne manquera pas d'alimenter le fondamentalisme et ce au sein des différentes religions présentes dans notre pays. Au contraire, une laïcité intelligente engage les croyants à prendre part aux différents niveaux du débat, les rendant ainsi co-responsables des décisions prises. Une vraie laïcité favorise ainsi le dialogue à condition, bien entendu, que les croyants sachent exprimer leurs points de vue dans un langage fondé en raison et, de ce fait, accessible à tous.[4]

Là encore l'expérience vécue dans certains établissements de santé constitue un véritable laboratoire, un micro-exemple de délibération participative ouverte à tous. C'est ainsi que dans certains hôpitaux publics les équipes d'aumônerie sont sollicitées pour donner leur avis au sujet des questions éthiques posées par certaines prises en charge.

L'amitié, vertu politique

Si les valeurs de la République engagent la participation de tous aux discussions, elles supposent aussi l'exercice d'une autre vertu, celle de l'amitié. En effet, loin d'être un simple attachement affectif, l'amitié relève d'une vertu éminemment politique, selon l'approche d'Aristote, elle constitue le fondement même de la cohésion de la Cité[5]. Cette notion n'est pas facile à saisir de nos jours puisque l'amitié a été « privatisée », reléguée au seul domaine privé et affectif, comme le note à juste titre MacIntyre[6].

Deuxième difficulté, il est clair qu'aucun citoyen ne peut être l'ami de tous les autres, fût-ce sur Facebook? John Rawls observe qu'en effet la société dans son ensemble n'est généralement pas unie par des « liens de sympathie personnelle », mais plutôt, poursuit-il, « par la reconnaissance des principes publics de la justice[7] » Quel est donc le rôle de l'amitié dans un tel contexte ? Comment peut-elle relier l'ensemble des citoyens ? Elle ne peut le faire que si on la conçoit comme la participation de tous au projet commun de créer la vie de la Cité au sein d'une société pluraliste comme la nôtre. Et cette participation se décline dans l'immédiateté de nos amitiés individuelles, de nos « réseaux » et de nos lieux d'insertion professionnelle. Selon cette approche, loin d'être un simple « assemblage d'inconnus[8] », les

citoyens deviennent réellement membres de la Cité, insérés dans son corps, co-responsables de son devenir, engagés dans les décisions qui les concernent. L'amitié devient ainsi le lien qui relie les citoyens dans la recherche du bien commun et la poursuite de projets partagés.

Les auteurs des attentats du 13 novembre nous ont fourni, tragiquement et à leur insu, une occasion souveraine de refonder notre pacte républicain et de retisser le lien qui nous unit. Il nous appartient de relever ce défi, où que nous soyons, qui que nous soyons. Telle est notre responsabilité en tant que citoyens, investis dans les différents lieux de la Cité. L'assumer pleinement à notre mesure sera sans doute l'une des plus belles manières d'honorer la mémoire des 130 citoyens assassinés cette nuit-là, du simple et unique fait qu'ils étaient membres de cette Cité qui s'est donné pour devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

[1] Tout comme le pacte de soins, tel qu'il est défini par Paul Ricoeur.

[2] Jürgen Habermas, *L'éthique de la discussion et la question de la vérité*, coll. « Nouveau Collège de philosophie », Grasset, 2003, p. 25.

[3] Jürgen Habermas et Joseph Ratzinger, *Raison et religion. La dialectique de la sécularisation*, coll. « Controverses », Salvator, 2010, p. 43.

[4] *Ibid.*, p. 59.

[5] Voir à ce sujet la neuvième partie de *l'Éthique à Nicomaque*.

[6] Alasdair MacIntyre, *Après la vertu*, coll. « Quadrige », PUF, 1997, p. 152.

[7] John Rawls, *Théorie de la justice*, Points, 2009, p. 514. Selon ce philosophe, l'engagement commun des citoyens vis-à-vis de la justice constitue une « perspective unifiée à partir de laquelle ils peuvent arbitrer leurs différends. »

[8] Alasdair MacIntyre, *loc. cit.*, p. 243.

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Sommaire